

LA CRISE DE L'EURO

En Grèce, le système politique aussi est en faillite

Les plaies de la Grèce (5/6) Le népotisme est une des composantes majeures de la vie institutionnelle grecque

Athènes
Correspondance

Il y a plus d'un an, le politologue Elias Nikolakopoulos avait posé un diagnostic lapidaire : « Nous n'avons pas un personnel politique à la hauteur de la crise que traverse le pays. » De fait, la crise qui frappe la Grèce paraît au moins autant politique qu'économique.

Cette faiblesse est apparue au grand jour en novembre 2011, quand le premier ministre Georges Papandréou a annoncé, à la surprise générale, un référendum sur le plan d'aide européen, avant de faire volte-face et de démissionner. Alors que cette démarche plongeait à nouveau le pays dans l'incertitude, et l'Europe dans l'effroi, les dirigeants des deux partis qui se partagent le pouvoir depuis la chute du régime des colonels en 1974, le Pasok (gauche) et Nouvelle Démocratie (ND, droite), commençaient un jeu de tractations politiques surréalistes, donnant l'impression que la situation du pays comptait moins que la répartition des maroquins. Comme si la ruine du pays et l'inquiétude du monde entier, suspendu aux moindres soubresauts d'Athènes, n'empêchaient pas de continuer de faire de la politique comme avant.

Greco et Européens ont eu une impression de déjà-vu après le scrutin du 6 mai, qui a mis fin au règne du bipartisme Pasok-ND sur la Grèce et plongé le pays dans une nouvelle crise avec un Parlement sans majorité. Pendant dix jours, alors que la situation s'aggravait d'heure en heure, les partis plaidaient en chœur pour un gouvernement de coalition, sans faire les concessions nécessaires pour y parvenir, rendant inéluctable l'organisation de nouvelles élections le 17 juin. Les derniers sondages annoncent que le parti d'Antonis Samaras, qui a tant voulu ces élections et comptait les remporter aisément, Nouvelle Démocratie, est au coude-à-coude avec la gauche radicale de Syriza.

Comment en est-on arrivé là ? « Après la dictature, une nouvelle nomenclatura s'est mise en place ; à l'ombre de deux grandes figures paternalistes, Constantin Karamanlis à droite et Andréas Papandréou au Pasok, explique l'analyste politique Georges Sefertzis. Deux idéologies s'affrontaient. Mais leurs différences se sont peu à peu estompées. »

Car ces oppositions politiques n'excluaient pas les ententes. « Il y avait des collaborations entre les cadres du Pasok et de ceux de Nou-



Derniers meetings avant le scrutin législatif de dimanche. Ici, un rassemblement du Parti communiste grec, jeudi 14 juin, à Thessalonique (nord). NIKOLAS GIAKUMIDIS/AP

velle Démocratie, notamment au niveau local pour gérer les mairies, les fonds européens et les syndicats, poursuit M. Sefertzis. Quand les différences idéologiques ont disparu, il n'est plus resté que la gestion des intérêts. Les années 2000 ont été celles du cynisme politique qui s'est appuyé sur l'enrichissement des classes moyennes, qui se servaient du pouvoir pour assurer leur ascension sociale. Elles sont aujourd'hui touchées par la crise et le système des deux partis s'effondre. »

La vie des deux partis a été traversée par de nombreux scandales financiers, qui ont d'autant plus choqué qu'ils sont restés impunis, les hommes politiques s'étant construit un solide régime d'immunité. La chute de l'ancien ministre de la défense socialiste Akis Tsohatzopoulos, en détention provisoire depuis deux mois pour blanchiment d'argent, n'en est que plus spectaculaire.

Le signe le plus visible de la dégénérescence du système politique grec est le népotisme. A gauche, Georges Papandréou est le petit-fils et le fils des anciens premiers ministres Georges et Andréas Papandréou. Son prédécesseur était Costas Karamanlis, le neveu

Aucune figure nouvelle, à l'exception du dirigeant de la gauche radicale Alexis Tsipras, n'a émergé pendant la crise

du fondateur de Nouvelle Démocratie, premier ministre à la chute du régime des colonels, Constantin. L'aile modérée du parti de droite est dominée par la famille Mitsotakis. Constantin M. Takis, ex-premier ministre, a un fils dépu-

té et une fille, Dora Bakoyannis, qui a été ministre des affaires étrangères. Elle vient de réintégrer ND, après en avoir été exclue quand elle avait voté en faveur du mémorandum de mai 2010, à l'époque où Antonis Samaras, le président de Nouvelle Démocratie, y était opposé – il s'est ravisé depuis. M. Samaras appartient lui aussi à une vieille famille politique.

L'absence de renouvellement du personnel politique est manifeste. Aucune figure nouvelle, à l'exception du dirigeant de la gauche radicale, Alexis Tsipras, n'a émergé depuis le début de la crise. Cependant, nuance Georges Sefertzis, « Ceux qui sont issus de ces traditions familiales sont souvent plus capables que les nouveaux riches de la politique. C'est la dévaluation complète, morale et idéologique, de la vie politique qui empêche les gens rieurs de participer à ce renouvellement. Ceux qui s'y sont

aventurés ont souvent été marginalisés par la nomenclatura. »

L'ancien ministre des finances Stephanos Manos est un de ces électrons libres de la politique grecque. Il est l'un des rares hommes politiques à ne pas changer d'avis. C'est un libéral, qui veut supprimer près de la moitié des fonctionnaires et faire payer plus d'impôts à l'Eglise. Il aime dire ses quatre vérités, ce qui ne lui rapporte pas beaucoup de suffrages. Son parti,

le Drasi, n'a pu franchir la barre des 3% le 6 mai. Lors d'une réunion à Kalamata, dans le Péloponnèse, alors qu'il développait ses idées pragmatiques, un homme l'a interrompu : « C'est très intéressant ce que vous dites, mais vous ne pourriez pas nous dire aussi quelques mensonges ! » ■

ALAIN SALLES

Prochain article Suicides, dépressions : les nouveaux maux de la Grèce.

« Le spectre d'une crise de pouvoir n'est pas exclu »

Entretien

Athènes
Correspondance

Antonis Maniatakis, l'un des principaux professeurs de droit constitutionnel grec, est devenu ministre de l'intérieur du gouvernement intérimaire dirigé par Panagiotis Pikramménos. Chargé, notamment, de l'organisation des élections législatives du 17 juin, il évoque ses inquiétudes face à un « vote de désespoir » et redoute « le spectre d'une crise de pouvoir ». Comment est-on passé, en Grèce, d'une crise économique à une crise politique ?

La Grèce est plongée dans une crise économique, politique et sociale sans précédent. La récession dure depuis cinq ans. Les Grecs ont vu leurs revenus diminuer d'au moins 30 %, tandis que le nombre des chômeurs au cours de deux dernières années a presque triplé. Le pire est que l'angoisse des Grecs, qui vivent dans l'incertitude, semble être une véritable épreuve sans fin.

Malgré la longue durée de la crise et les sévères mesures d'austérité, les institutions parlementaires ont bien fonctionné. Cela montre que la démocratie parlementaire dispose de fondements solides. Toutes les lois d'application du Mémorandum [signé avec l'UE et le FMI] et qui répertoire les contreparties demandées à Athènes en échange d'une aide de 240 milliards d'euros] ont été adoptées.

Le paradoxe est que, tandis que le régime parlementaire paraissait solide, le système politique a commencé à s'ébranler et le bipartisme à s'effondrer. On est passé ainsi assez vite d'une stabilité gouvernementale à une crise de gouvernance. Le spectre d'une crise de pouvoir lors des élections prochaines ne paraît pas être exclu. La tension semble plus forte que le 6 mai. L'organisation du scrutin du 17 juin vous inquiète-t-elle ?

Malgré cette situation assez sombre, tout montre que les élections vont se dérouler dans un climat de sérénité démocratique. Mais les Grecs se rendent aux urnes avec des sentiments miti-

gés, une partie importante du corps électoral étant indécise. La majorité du peuple ne voit pas de perspectives. Leur vote ressemble à un vote de désespoir.

A cause de la sévérité des mesures d'austérité, la réalité s'est renversée pour une majorité des Grecs : ils prennent le Mémorandum de politique budgétaire pour la cause et non pas le résultat de leurs malheurs. Il est évident que, dans cette situation, le discours des partis populistes et nationalistes est favorisé.

La condition indispensable d'une évolution positive de la Grèce est que les partis, vainqueurs et vaincus, soient disposés à collaborer et former un gouvernement de concertation nationale, qui pourra conduire des réformes. La patience des Européens semble avoir atteint ses limites...

C'est vrai. Mais, il ne faut pas nier que les dirigeants européens ont aussi leur part de responsabilité car ils ont agi trop tard en créant le Mécanisme économique de stabilité économique avec un retard de six mois après que les

marchés ont attaqué le pays. N'est-ce pas toujours la faute des autres ?

Il est évident que la Grèce est responsable de cette situation malheureuse. Nous avons été bien punis pendant ces trois années pour notre imprudence, le surendettement public et privé ainsi que pour notre déficit budgétaire. Nous avons en plus subi une humiliation de notre dignité nationale. Cette attitude de certains dirigeants européens, surtout allemands, bien qu'explicable, est injuste.

C'est pour cette raison que nous avons apprécié le discours maîtrisé du président Hollande qui, tout en nous demandant de tenir nos engagements, explique qu'il faut respecter le peuple grec. Mais le discours moralisateur des Allemands sur la Grèce convient peut-être aux Allemands mais pas aux Grecs. On ne s'adresse pas à un pays qui n'a jamais connu la rationalité économique libérale comme s'il s'était un pays protestant ou cartésien. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A. S.

CHATEAU
LA TOUR CARNET
GRAND CRU CLASSÉ DU MÉDOC

Premières Vendanges en 1409

Bernard Magrez
LES CLES DE L'EXCELLENCE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION

LA CRISE DE L'EURO

La zone euro se prépare à des choix douloureux au lendemain du scrutin grec

Les pays de l'union monétaire divergent sur l'opportunité d'un réaménagement du Mémoire

Bruxelles, Athènes
Correspondants

Quel que soit le vainqueur des élections législatives grecques, dimanche 17 juin – s'il y en a un –, les Européens s'attendent à des lendemains électoraux houleux. Une réunion téléphonique des ministres des finances pourrait se tenir sitôt les résultats connus, dans la nuit de dimanche à lundi, afin de parer au plus urgent. Les dirigeants européens redoutent en effet une panique bancaire et un retrait massif des capitaux dès lundi, qui pourraient achever de mettre à terre les établissements financiers grecs.

L'union monétaire sait qu'elle n'échappera pas à des discussions sur une renégociation du Mémoire, c'est-à-dire le plan d'assainissement imposé par la « troïka » des bailleurs de fonds d'Athènes (Commission et Banque centrale européenne, Fonds monétaire international) en échange de leur assistance financière (240 milliards d'euros à ce jour, dont 130 au titre du deuxième plan d'aide).

La coalition de la gauche radicale (Syriza) a fait campagne sur la dénonciation du Mémoire. Mais, ces derniers jours, elle a quelque peu atténué son discours : « Nous irons à Bruxelles pour négocier », explique George Stathakis, l'un des responsables du program-

me économique du parti. Nous dirons à nos partenaires qu'il faut trouver une solution pour rendre notre dette soutenable. » Et de poursuivre : « Le prochain sommet européen devra se conclure par un message qui rassurera tout le monde, l'Europe, les marchés et la Grèce. Les Européens ne peuvent s'accrocher à un Mémoire qui est mort, parce qu'il ne marche pas et qu'il est rejeté par les Grecs. Nous comprenons qu'il faille maintenir la pression sur la Grèce, mais il faut mettre en place un plan pour sortir l'économie de la récession. »

Le Syriza veut augmenter les plus bas salaires et l'allocation-chômage, qui viennent d'être baissés de 20 %. Le parti veut aussi garder un niveau de dépenses publiques à 43 % du produit intérieur brut (PIB) (la « troïka » exige un ratio de 36 %) et relancer « l'investissement public qui a été réduit à zéro ».

Pour sa part, le président de Nouvelle Démocratie, Antonis Samaras, ne réclame pas la suppression du Mémoire. Mais il demande des aménagements avec des baisses d'impôts et une hausse des prestations sociales (rétablissement des petites retraites à leur niveau de 2009, extension des allocations chômage, d'un à deux ans). Le parti de droite prône une baisse de la TVA et des impôts (impôt sur les sociétés, fixé à 15 %, baisse de la plus haute tranche d'imposition

de 45 % à 32 %). Il milite aussi pour l'application en quatre ans, au lieu de deux, des mesures de réductions des dépenses publiques et pour la reprise des investissements publics.

La zone euro est divisée sur la réponse à apporter à la future coalition grecque, quelle qu'elle soit. Plusieurs pays du nord de l'Europe

Les dirigeants européens redoutent une panique bancaire et un retrait massif des capitaux dès lundi

– l'Allemagne, les Pays-Bas – Finlande martèlent que les engagements pris doivent être tenus – pourraient être tentés d'interrompre le plan d'aide à Athènes.

Une décision qui entraînerait très vite, pendant l'été, la faillite du pays et sa sortie précipitée de la zone euro, avec de forts risques de contagion dans les autres pays périphériques.

« Je désire réaffirmer le souhait, et nous en avons parlé avec M. Hollande, qu'Athènes reste dans l'euro et respecte ses engagements », a déclaré Mario Monti, le président du conseil italien, à l'issue d'un entretien avec le chef de l'Etat fran-

çais, jeudi à Rome. « La Grèce reste dans l'Europe et dans l'euro. Une sortie de l'euro serait une catastrophe qu'on veut éviter », affirme M. Stathakis.

« C'est une certitude, le deuxième plan d'aide devra être revu, car il est déjà sorti des rails en raison de la crise politique », constate un diplomate français. Certains responsables se préparent même à accorder une rallonge à Athènes afin d'alléger un peu les contraintes qui pèsent sur la population grecque. « Le mémoire ne doit pas être remis en cause, c'est une question de crédibilité pour l'ensemble de l'union monétaire », dit un dirigeant allemand. Mais « cela peut s'accompagner de mesures pour stimuler la croissance », concède-t-on à Berlin.

Il sera difficile à l'Europe de ne pas faire de concessions. Si M. Samaras, en cas de victoire, essuie des refus brutaux de Bruxelles et se trouve dans l'obligation d'appliquer de nouvelles mesures de rigueur, il se heurtera à une vive opposition dans la rue, mobilisée par le Syriza qui sortira de toute façon renforcé des élections. Et le pays risque de devenir vraiment ingouvernable. Une victoire du Syriza constituerait, elle, un vote de défiance à l'égard des politiques d'austérité, auquel l'Europe ne pourra rester sourde. ■

PHILIPPE RICARD ET ALAIN SALLES

M. Hollande défend la croissance avant le sommet européen

Le président a rencontré Mario Monti à Rome et se montre optimiste sur un accord à Bruxelles

Rome
Envoyé spécial

Il est incontestablement en campagne. Pas seulement pour celles des législatives : ces jours-ci, c'est sur le front européen que François Hollande ne ménage pas ses efforts. Après avoir reçu les dirigeants du Parti social-démocrate allemand (SPD) à l'Élysée, mercredi 13 juin, et adressé dans la foulée aux dirigeants européens ses propositions fondées sur trois axes – croissance, stabilité financière et union monétaire –, le président de la République se déplaçait à Rome, jeudi 14, afin d'y rencontrer le président du conseil, Mario Monti.

« Il fait de la politique », concède un de ses conseillers. Après que la chancelière allemande, Angela Merkel, a présenté, la semaine dernière, ses propres orientations, M. Hollande avance à son tour ses pions en préparation du sommet de Bruxelles, les 28 et 29 juin.

De ce point de vue, la visite à Mario Monti tombe à pic, alors qu'à l'Élysée l'on tente d'accréditer l'idée d'une Europe peu à peu convertie aux vues du président français sur la croissance : le « gouvernement des professeurs » de M. Monti, qui s'était d'abord illustré par ses mesures d'austérité, se trouve à nouveau dans le collimateur des marchés, avec des taux d'intérêt des emprunts à dix ans dépassant 6 %. « Sur la croissance, nous partageons le même objectif », a martelé M. Hollande dans la cour pavée du palais Chigi. « Il ne s'agit pas de faire de la croissance avec quelques ressources que nous mobiliserions pour la circonstance. » « Nous avons besoin d'idées claires,

d'idées fortes, a-t-il expliqué, ajoutant que « ça fait deux ans et demi qu'on annonce que l'euro est sauvé et que, régulièrement, les mêmes annoncent qu'il va être menacé. Moi, je ne fais pas de spéculation, dans tous les sens du terme », avant de partir rencontrer son homologue, Giorgio Napolitano.

Les points en jeu

Un conseiller l'affirme : « Le terrain de jeu est déjà acté : croissance, stabilité financière, feuille de route. » Reste désormais, pour les parties en lice, à l'emporter sur tel ou tel point. Sur la stabilité financière, France et Allemagne semblent pouvoir s'accorder sur la centralisation de la supervision des banques, mais nourrissent encore un désaccord sur le rôle de la Banque centrale européenne. Au chapitre du renforcement de l'union monétaire, la question des euro-obligations semble désormais envisagée à plus long terme côté français, à un horizon de dix ans. Quant au renforcement de l'union politique chère à M^{me} Merkel, elle ne suscite pas de résistance acharnée à Paris.

Fort de ces constats, on s'assure optimiste, à l'Élysée, sur la possibilité d'une contribution commune à l'issue de la rencontre quadrilatérale (Italie, France, Allemagne, Royaume-Uni) du 22 juin à Rome : « Il y a objectivement des conditions pour une forme d'accord. Personne ne peut se permettre un désaccord à la fin du mois », indique un conseiller, qui ajoute : « Les investisseurs étrangers veulent comprendre s'il y a une stratégie dans cette zone, une volonté de vivre ensemble. Il faut leur répondre. » ■

DAVID REVAULT D'ALLONNES

L'Espagne durement rattrapée par la réalité

Madrid paie de plus en plus cher pour se financer, mais M. Rajoy minimise les problèmes

Madrid
Correspondance

Malgré l'annonce du déblocage d'un plan d'aide européen offrant jusqu'à 100 milliards d'euros pour recapitaliser ses banques, l'Espagne voit son accès aux marchés rendu chaque jour un peu plus difficile.

Le rendement des obligations espagnoles à dix ans a encore battu des records, jeudi 14 juin, atteignant les 7 %. Un niveau qui « n'est pas soutenable dans le temps », a avoué le ministre de l'économie, Luis de Guindos. Et qui s'approche des taux qui avaient poussé l'Irlande et le Portugal (8,1 %), ainsi que la Grèce (8,5 %), à demander un plan d'aide européen. Le ministre a toutefois souhaité transmettre un message de « tranquillité », insistant sur le « soutien de ses partenaires européens ». « C'est une semaine compliquée avant les élections grecques », a-t-il ajouté.

La pression des marchés intervient certes dans un moment crucial de la crise de l'euro, mais aussi et surtout au lendemain de plusieurs annonces néfastes pour l'Espagne.

Mercredi, l'agence de notation Moody's a dégradé la note du pays de trois crans, et l'a placée à un cran de la catégorie spéculative. L'augmentation brutale de la dette espagnole qu'entraînera l'injection des 100 milliards d'euros de prêt européen pour les banques – elle devrait alors grimper à 90 % du produit intérieur brut (PIB) –, mais aussi la récession, la dette privée excessive et le chômage record inquiètent les marchés.

De son côté, la Banque d'Espagne a publié jeudi le montant des prêts de la Banque centrale européenne (BCE) aux banques espagnoles : ils ont encore battu un record en mai, atteignant 288 milliards d'euros, soit 9,2 % de plus qu'en avril. L'augmentation ininterrompue de cette dette depuis juillet, signe de l'hyperdépendance des entités financières du pays à la BCE, est la preuve, s'il en fallait, qu'elles n'ont plus accès au marché



Le président du gouvernement, Mariano Rajoy, devant le Parlement, à Madrid, le 13 juin. D. OCHOA DE OLZA/AP

interbancaire pour se financer, faute de confiance en leur solvabilité.

Enfin, l'agence Reuters a avancé la conclusion des deux cabinets d'audit indépendants, Roland Berger et Oliver Wyman, chargés d'analyser les besoins du secteur financier espagnol : ils s'élevaient entre 60 et 70 milliards d'euros, alors que le Fonds monétaire inter-

Le message de « normalité » que veut transmettre le gouvernement s'apparente à un déni de la crise

national (FMI) les avait estimés à 40 milliards d'euros.

Dans ce contexte, les déclarations du commissaire européen à la concurrence, Joaquín Almunia, n'ont fait que jeter de l'huile sur le feu. Mercredi, le socialiste espagnol a déclaré à Reuters que l'une des trois banques nationalisées –

Novagalicia, Catalunya Caixa et Banco de Valencia – « s'achemine vers une liquidation pour qu'elle ne soit pas une préoccupation constante après sa restructuration ». Des propos immédiatement démentis par M. de Guindos et critiqués par le Parti populaire (PP), qui a demandé la démission du commissaire européen pour sa « déloyauté ».

Le gouvernement espagnol a bien du mal à transmettre le message de « normalité » qu'il veut faire passer, et qui s'apparente plus aujourd'hui à un déni de la situation extrême dans laquelle se trouve le pays. Son président, Mariano Rajoy, a ainsi maintenu son voyage en Pologne pour assister au premier match de l'équipe d'Espagne de football dans la Coupe d'Europe, dimanche 10 juin, au lendemain de l'annonce de l'aide européenne.

Il s'est aussi attribué le « mérite » d'avoir exercé une pression sur ses partenaires européens pour débloquent un plan d'aide qui serait favorable à Madrid. Et il se refuse toujours à utiliser le terme de « rescate » (« sauvetage ») pour quali-

fier le plan d'aide européen. « Prêt », « aide », ou même « ce qui est arrivé hier » sont les formules qu'a enchaînées M. Rajoy ces derniers jours. Ce détail sémantique suscite de nombreuses comparaisons, dans la presse, avec le refus de l'ancien président du gouvernement socialiste, José Luis Rodríguez Zapatero, d'employer en 2008 le mot « crise » pour qualifier la détérioration de l'économie espagnole.

A l'époque, le PP regrettrait que ce déni de réalité se soit traduit par des décisions trop tardives pour contrer la crise. Aujourd'hui, l'exécutif conservateur semble pourtant reproduire les mêmes erreurs.

Une façon sans doute d'écarter le spectre d'une perte de souveraineté au profit de l'Europe. Mais aussi de minimiser une situation qui découle de la chute de Bankia, la grande caisse d'épargne du PP, qui, en demandant 19 milliards d'euros d'aide au gouvernement le 9 mai, a déclenché la panique des marchés et l'aide européenne. ■

SANDRINE MOREL

Londres veut encourager ses banques à prêter

Jusqu'à 100 milliards de livres pourraient être injectés par la Banque d'Angleterre

Londres
Correspondant

Confronté à l'aggravation de la crise de la zone euro, Londres a annoncé jeudi 14 juin l'injection de jusqu'à 100 milliards de livres (122,8 milliards d'euros) dans les banques britanniques pour les encourager à prêter aux entreprises et aux particuliers.

Annoncé par le chancelier de l'Échiquier, George Osborne, ce plan orchestré par la Banque d'Angleterre prévoit l'ouverture aux banques de prêts à des taux bon marché exclusivement destinés à prêter aux ménages et aux PME.

Par ailleurs, l'institut d'émission va rapidement mettre en œuvre son programme dévoilé en décembre d'insuffler 5 milliards de livres par mois de liquidités. En outre, le Trésor pourrait offrir sa garantie d'État à des projets de construction de logements ou d'infrastructures afin de relancer l'activité.

Le déploiement de « la puissance de feu », pour reprendre l'expression de M. Osborne, est destiné à protéger le royaume des retombées de la crise d'une zone euro qui absorbe les deux cinquièmes des exportations britanniques. Cette « hantise du gouvernement d'un cataclysme à la hauteur, voire pire, que la faillite de Lehman Brothers » comme l'a écrit le *Guardian*, a amené M. Osborne à affirmer récemment qu'une sortie de la Grèce de l'Union monétaire pourrait être le prix à payer pour persuader l'Alle-

magne de sauver l'euro. Pour l'heure, le gouvernement ne pouvait plus se contenter d'expliquer la récession britannique par l'impact de la crise de la dette souveraine. Il lui fallait agir à quelques jours des élections grecques.

Tandem

Les marchés gardent leur confiance dans la politique de réduction drastique des dépenses publiques que poursuit la coalition conservatrice-libérale démocrate depuis mai 2010. D'ailleurs, le pays reste noté AAA par les agences de notation, malgré les nombreuses faiblesses de l'économie britannique. Et une dette publique élevée dont les coûts de financement sont tombés à 1,7 % (contre près de 7 % pour l'Espagne) pour les obligations d'État à 10 ans.

Le chancelier et le gouverneur de la Banque d'Angleterre travaillent désormais en tandem pour « insuffler une nouvelle confiance dans notre système financier et soutenir le flux du crédit, là où il y a en besoin, dans l'économie réelle ». Une initiative que soutient l'opposition travailliste.

Toutefois des interrogations demeurent. Ce plan va-t-il amener les banques dont la priorité est de renforcer leur bilan à ouvrir le robinet du crédit ? Et inciter ménages et entreprises qui, depuis la crise financière de 2007-2008, s'efforcent en priorité de réduire leur endettement, à faire des projets ? ■

MARC ROCHE

LA CRISE DE LA ZONE EURO

Comment le peuple grec est entré en dépression

Les plaies de la Grèce (6/6) Les électeurs se rendent aux urnes entre angoisse et abattement

Athènes
Correspondance

Depuis deux mois, les passants s'arrêtent place Synagma, au centre d'Athènes, devant l'arbre au pied duquel Dimitris Christoulas, un pharmacien à la retraite de 77 ans, s'est donné la mort. Certains déposent des jouets ou des peluches, des messages dans toutes les langues recouvrent le tronc de l'arbre. Ce suicide, le 4 avril, revendiqué comme un acte politique de résistance, a suscité une émotion dans le monde entier. Depuis, elle n'est pas retombée.

Les gestes de désespoir ne cessent de se multiplier. Le 12 juin, un homme de 75 ans est sorti de chez lui de bon matin dans le quartier chic de Kifissia, au nord de la capitale. Il s'est tiré une balle dans la tête en pleine rue. Quelques jours plus tôt, un homme s'est pendu dans un bois près du Pirée. Tous deux ont laissé des messages sur leurs difficultés financières. En mai, à quelques jours d'intervalle, une femme de 36 ans et un homme de 26 ans s'étaient jetés dans le canal de Corinthe.

Le taux de suicide reste bas dans le pays. Selon la police, il y en a eu 598 en 2011. C'est un peu moins qu'en 2010, mais cela reste nettement plus qu'en 2009, avant le déclenchement de la crise. La plupart de ces gestes de désespoir trouvent leur origine dans la crise, et cette hausse marque profondément les esprits dans un pays qui se targuait jusque là d'être le moins touché par le phénomène des pays européens. Nombre de suicides restent cachés dans le giron familial. D'autant plus que certains popes refusent d'enterrer religieusement les suicidés.

Selon le ministère de la santé, un homme grec sur quatre et une femme sur trois sont déprimés, deux fois plus que la moyenne mondiale. « En 2010, un Grec sur six présentait des symptômes psychopathologiques, mais surtout un sur douze présentait des psychopathologies graves (dépression majeure, psychose, schizophrénie). La proportion atteint 22% chez les catégories au chômage ou qui connaissent de fortes difficultés financières. C'est une véritable bombe sociale, de santé publique », explique le psychiatre Stélios Stylianidis.

Pourtant, la consommation d'antidépresseurs n'a pas augmenté. Les ventes en pharmacie ont baissé de 22% en 2011. Des médicaments sont donnés dans les hôpitaux, mais leurs moyens sont en chute libre. D'ailleurs, les hôpitaux eux-mêmes ont des problèmes d'approvisionnement, car les laboratoires attendent que l'Etat

L'embarrassant soutien à la droite du FT Deutschland

Mais qui veut en Grèce du soutien du *Financial Times Deutschland*? Le quotidien financier a appelé en allemand et en grec à résister à « la démagogie » d'Alexis Tsipras, le leader de la Coalition de la gauche radicale (Syriza), et à voter pour Nouvelle Démocratie, au nom du maintien dans la zone euro. Le Syriza dénonce « une intervention sans précédent », tandis que le parti Nouvelle Démocratie est gêné d'un soutien, peu populaire en Grèce, du quotidien des marchés financiers, qui plus est dans sa version allemande : « Les Grecs sont un peuple fier. Nous n'avons pas besoin de consignes », a indiqué un porte-parole du parti de droite.

rembourse ses dettes pour livrer les médicaments. Les pharmaciens ont annoncé qu'ils feraient payer les médicaments aux patients même assurés, parce que la sécurité sociale ne les avait pas réglés depuis plusieurs mois. Des malades atteints de cancer ne pouvaient obtenir leurs médicaments vitaux. Le gouvernement a débloqué l'argent.

Les scènes de misère, comme celles de soupes populaires ou l'augmentation des SDF qui étaient des phénomènes peu connus en Grèce, alimentent le sentiment de dépression. Tous les Grecs mettent en avant leur manque d'espoir pour l'avenir, et surtout pour celui de leurs enfants.

« C'est un état de crise, constate Katerina Matsa, responsable du programme dépendances à l'hôpital psychiatrique d'Athènes. Il y a une augmentation des drogues de toutes sortes, notamment d'un dérivé du cannabis mal préparé qui est très dangereux. On constate des phénomènes morbides, des attaques violentes, qui s'ajoutent à une dépression diffuse de toute la population. »

Cet état d'abattement généralisé, conséquence directe de cinq ans de dépression économique et

« Le pays a besoin de réformes, mais les recettes qu'on nous a appliquées détruisent la cohésion sociale et démoralisent les gens »
Stélios Stylianidis
psychiatre

des mesures d'austérité imposées au pays depuis deux ans, est peut-être le mal le plus profond qui touche le pays, miné par l'inefficacité de l'Etat, la corruption et la fraude fiscale, la médiocrité politique et absence de compétitivité. « Chacun de nous éprouve cette souffrance », explique Stélios Stylianidis. Le pays a un besoin crucial de réformes, mais les recettes qu'on nous a appliquées détruisent la cohésion de la société grecque et démoralisent les gens. »

C'est dans ce contexte que se tiennent les élections législatives du 17 juin. C'est un électoral déboussolé qui se rend aux urnes. Des électeurs socialistes du Pasok s'approprient à voter Nouvelle Démocratie pour empêcher une victoire du Syriza. Des électeurs conservateurs de Nouvelle Démocratie choisissent la gauche radicale, parce qu'Antonis Samaras, le président du parti, a signé le mémorandum avec le Fonds monétaire international et l'Union européenne.

La campagne reflète l'angoisse de la population. Le 6 mai, les électeurs ont fait exploser le duopole entre Pasok et de Nouvelle Démocratie. L'élection du 17 juin se joue entre la peur d'une sortie de l'euro et le sentiment qu'il n'y a plus rien à perdre. Nouvelle Démocratie a joué sur le registre de la peur de l'étranger ou de la sortie de l'euro. Le Syriza met le mot espoir sur son affiche, mais la « route de l'espoir » qu'il promet emprunte des chemins inconnus.

Les sondages donnent un léger avantage à Nouvelle Démocratie, mais beaucoup d'électeurs grecs sont prêts, comme le voyageur de Baudelaire, à plonger « au fond de l'inconnu pour trouver du nouveau ». ■

ALAIN SALLES

Sortir de la zone euro, un scénario totalement absent des traités européens

La construction européenne, depuis ses débuts, exclut toute possibilité de retour en arrière

Des urnes grecques, dimanche 17 juin, pourrait resurgir le spectre d'une sortie du pays de la zone euro. Un scénario tabou jusqu'à ces derniers mois – pour ne pas dire inenvisageable – mais désormais évoqué à mots plus ou moins couverts par des dirigeants européens au gré des tourments grecs, prôné par certains économistes, et dont les conséquences ont été étudiées dans le moindre détail par les équipes de recherche des grandes banques. Pourtant, les traités ne prévoient absolument pas un tel cas de figure...

« Dans le traité de Maastricht, la philosophie du passage à la monnaie unique est claire, se souvient Yves-Thibault de Silguy, commissaire aux affaires économiques et financières lors du lancement de l'euro en 1999. C'est la raison pour laquelle chaque texte majeur depuis le début de la construction européenne : on avance étape par étape,

quand les conditions sont réunies, sans possibilité de revenir en arrière. » On parle d'« effet cliquet » : « On progresse pas à pas dans l'intégration économique, sans pouvoir remettre en cause cette avancée une fois l'étape franchie », explique M. de Silguy.

« Le droit s'adapte »

Le traité de Lisbonne, signé en 2007, a pourtant ouvert une brèche dans ce principe, en donnant la possibilité à un Etat de quitter l'Union européenne (UE) – mais en aucun cas uniquement la zone euro – s'il le souhaite et à l'issue d'un long processus. « Il a alors été estimé que l'UE n'était plus du tout la même qu'à ses débuts, que les contraintes exercées sur la souveraineté des pays étaient bien plus fortes qu'auparavant et qu'il fallait ménager une porte de sortie pour que l'Union ne fasse pas peur », explique un juriste ayant participé à la rédaction du texte.

« Juridiquement, si on veut respecter le droit en vigueur, on ne peut donc sortir de l'euro sans sortir de l'Union européenne », explique Florence Chaltiel, professeur de droit public à l'Institut d'études politiques de Grenoble. Mais la rédactrice en chef de la *Revue de l'Union européenne* de rappeler, tout en se refusant à croire au scénario d'une sortie de la Grèce de l'euro, que « les crises sont rarement prévues par les textes juridiques et que le droit s'adapte ».

Expulser la Grèce de l'euro alors que les principaux partis en lice aux élections du 17 juin souhaitent rester dans l'union monétaire, pourrait toutefois être « juridiquement très, très difficile », note un juriste qui préfère rester anonyme, même s'il faut faire « confiance à l'imagination juridique ».

En revanche, si la Grèce désire sortir de la monnaie unique tout en restant dans l'UE, une simple

modification des traités par les Etats membres pourrait suffire, note-t-il. La Grèce pourrait aussi sortir de l'UE sur la base des dispositions introduites par le traité de Lisbonne, puis ensuite entamer des négociations pour participer à une partie des politiques de l'Union, comme le marché intérieur, pour amortir le choc.

Reste que ces processus prendraient du temps, un luxe difficilement compatible avec une situation de crise. Et il faut envisager les conséquences économiques d'un tel scénario : « Je pense que la Grèce ne peut pas sortir de l'euro, note M. de Silguy. C'est comme l'arme de dissuasion massive. Si on l'utilise, l'effet de propagation serait incontrôlé et irrattrapable. L'intégration des économies est telle que revenir en arrière serait suicidaire : le détricotage de la construction européenne commencerait. » ■

CLÉMENT LACOMBE

peugeotwebstore.com

PEUGEOT 208
LET YOUR
BODY DRIVE

NOUVELLE 208 REPRISE ARGUS*+ 1500€⁽¹⁾

EURO NCAP
www.euroncap.com
TEST 2011

PEUGEOT RECOMMANDE TOTAL (1) Soit 1500€ ajoutés à la valeur de reprise de votre ancien véhicule, d'une puissance réelle inférieure ou égale à celle du véhicule neuf acheté. La valeur de reprise est calculée en fonction du cours de l'Argus® du jour de la reprise, applicable à la version du véhicule repris, ou le cas échéant à la moyenne du cours des versions les plus proches de celui-ci, ledit cours ou ladite moyenne étant ajustés en fonction du kilométrage, des éventuels frais de remise en état standard et déduction faite d'un abattement de 15% pour frais et charges professionnels. Offre non cumulable, réservée aux particuliers, valable pour toute 208 neuve en stock commandée et livrée avant le 30 juin 2012 dans le réseau Peugeot participant. Consommation mixte (en l/100 km) : de 3,4 à 5,8. Émissions de CO₂ (en g/km) : de 87 à 135. *Votre corps reprend le pouvoir.

MOTION & EMOTION

PEUGEOT